

Covid-19: les classes manquent de remplaçants

Aux absences ordinaires se sont ajoutés les arrêts pour les cas confirmés de Covid et les cas contact soumis à l'isolement.

Par [Caroline Beyer](#)

Publié hier à 19:41, Mis à jour hier à 19:41

«On peut toujours me citer des dysfonctionnements ici et là», mais «nous assurons le remplacement (des enseignants) à 94 % aujourd'hui», affirmait Jean-Michel Blanquer le 19 mars sur BFM. Un chiffre auquel les professeurs et les familles croient peu. «Pas chez nous en tout cas», lâche une directrice de maternelle de Seine-Saint-Denis. «Dans certaines écoles, ponctuellement, il n'y a plus les équipes pour faire tourner la boutique», rapporte Stéphane Crochet, à l'Unsa. «Oui, il y a actuellement une grande tension sur les remplacements, affirme Hubert Salaün, à la Peep, la deuxième fédération de parents d'élèves. Et beaucoup de confusion aussi. Quand un prof fait cours à distance depuis le mois de novembre, est-ce vraiment un cours? Ne faudrait-il pas le remplacer?»

«Il est impossible d'avoir ce chiffre en temps réel», assène Rodrigo Arenas, à la FCPE, première fédération. Tant bien que mal, le ministère explique que ce taux de 94 % est «une moyenne» entre le taux de remplacement à l'école primaire (80 %) et celui du secondaire (97 %), où le dispositif de remplacement se déclenche pour les absences supérieures à 15 jours.

Problème structurel de l'Éducation nationale, la question du remplacement des professeurs absents s'est amplifiée avec le Covid. Aux absences ordinaires se sont ajoutés les arrêts pour les cas confirmés de Covid (10 jours à partir des premiers symptômes) et les cas contact soumis à l'isolement. En parallèle, les enseignants sont environ 3 % à entrer dans la catégorie «personnel vulnérable», et à assurer leurs cours à distance.

Systeme D

Premier syndicat du primaire, le Snuipp alerte sur la situation préoccupante de certains départements. Dans le Nord, en début de semaine, il comptait 450 classes «non remplacées». Dans le Rhône, le nombre de classes sans enseignant est passé de 150 il y a dix jours à 300 aujourd'hui. Les remplaçants, déplacés d'école en école, manquent à l'appel. S'impose alors le système D: les enfants sont répartis dans d'autres classes - les effectifs peuvent monter à 36 -, au mépris de la règle du non-brassage des élèves. «On fait exactement le contraire de ce que demande le protocole. On a l'impression de contribuer à la propagation du virus», expliquent de nombreux directeurs. Les parents sont aussi priés de garder leurs enfants à la maison.

«Pour la première fois de ma carrière, j'ai reçu de l'aide de la "brigade bleue", ces profs détachés dans les piscines», raconte une directrice d'école à Marseille qui, récemment, a vu ses «Atsem» (des agents territoriaux qui, à la maternelle, prêtent main-forte aux enseignants) partir en arrêt maladie une à une, après avoir contracté le Covid. «La semaine dernière, j'avais deux enseignantes absentes. Après avoir tenté sans succès de joindre l'inspection, j'ai

demandé de l'aide aux parents. Deux mamans sont venues à l'école. Ce n'est pas très orthodoxe, mais après tout, nous sommes en guerre!» lance le directeur d'une école rurale.

Dans le Rhône, la tension est montée cette semaine après un courrier de l'inspecteur d'académie demandant, en substance, de renoncer aux [dédouplements des classes de CP et CE1](#) en éducation prioritaire - la mesure éducative phare d'Emmanuel Macron - pour trouver des remplaçants. En Seine-Saint-Denis, où les remplaçants manquent déjà en temps normal, Marie-Hélène Plard, représentante du Snuipp, décrit *«des conditions d'apprentissages dégradées et des écoles totalement désorganisées que l'on maintient ouvertes, envers et contre tout»*. *«L'administration résiste, résume Stéphane Crochet, à l'Unsa. Il faut pourtant savoir prononcer des fermetures ponctuelles, pour éviter une fermeture longue et généralisée.»*